PORTRAIT DE DIPLOMATE : NICOLAE MIŞU (1858–1924)

DANIEL CAIN

La présente étude se propose de reconstituer la personnalité et l'activité de Nicolae Mişu, l'un des plus représentatifs diplomates de la Roumanie moderne. Membre de la génération qui acheva la constitution de la « Grande Roumanie », Mişu connut une carrière diplomatique d'autant plus remarquable qu'elle était due à ses seules qualités personnelles, dans un monde qui tenait en grande estime le « nom » et la « fortune ». Dans l'histoire du Royaume de Roumanie, Nicolae Mişu s'illustre comme le premier diplomate « de carrière » ayant dirigé le Ministère des Affaires étrangères.

La formation de l'Etat roumain moderne rendit possible l'apparition d'un corps particulier d'élites sociales, à savoir les diplomates : les autorités de l'époque insistaient sur la « composition du corps d'élites nécessaire à l'activité diplomatique »[1]. Le processus fut cependant difficile. Pendant deux décennies (1873–1894), l'organisation du Ministère des Affaires étrangères fit l'objet de pas moins de dix projets de lois. Cela dans les conditions où, comme le constatait le député N. Fleva en 1894, le ministère en question était « le moins actif en Roumanie, intervenant uniquement sur les conventions commerciales ». Le même personnage d'en ajouter : « par ailleurs notre politique étrangère n'est pas suffisamment développée pour que l'on puisse affirmer que le Ministère des Affaires étrangères est principal »[2]. L'intérêt des autorités roumaines est justifié par le fait que, au niveau européen, le diplomate devenait un fonctionnaire professionnel, qui se consacrait entièrement à l'activité diplomatique. Il s'agissait donc d'un processus d'institutionnalisation de la profession[3].

La diplomatie est un domaine réservé à un groupe restreint de facteurs décisionnels, ayant à la tête le monarque qui accorde une attention spéciale à l'exercice de ses prérogatives en la matière. Ce n'est pas du tout un hasard que dans cette période, toutes les activités diplomatiques se font *au nom* du monarque[4].

Extrêmement restreint au début, le corps diplomatique allait s'élargir peu à peu, suivant la multiplication des intérêts que la Roumanie devait défendre. «Ce n'est ni pour rendre honneur à l'indépendance, ni pour faire du luxe à l'étranger que l'on constitue le corps diplomatique », soutient le premier ministre I. C. Brătianu,

[1] Dumitru Mazilu, *Diplomaţia. Drept diplomatic şi consular*, Editions Lex, Bucarest, 2003, p. 52.

[2] *Organizarea instituţională a Ministerului Afacerilor Externe. Acte şi documente, I (1859–1919)*, Fondation Européenne Titulescu, Bucarest, 2004, p. 607.

[3] Mircea Maliţa, *Diplomaţia*, Editions Didactică şi Pedagogică, Bucarest, 1970, p. 152.

[4] René Girault, *Diplomatie européenne: Nations et impérialisme. 1871–1914. Histoire des relations internationales contemporaines*, Tome Ier, Paris, 2004, p. 18.

Rev. Études Sud-Est Europ., XLVI, 1–4, p. 417–442, Bucarest, 2008

https://biblioteca-digitala.ro

« mais parce que dès lors nous sommes un Etat indépendant, dès lors nous devons entretenir des relations avec les Etats européens, des relations permanentes, pour que nous puissions protéger et défendre nos intérêts, car dès lors nous ne sommes plus sous tutelle »[5].

En 1891, mis à part le ministre même, on trouve dans les structures du Ministère des Affaires étrangères 78 personnes : 22 dans l'administration centrale du ministère et 56 dans le corps diplomatique et consulaire de la Roumanie à l'étranger[6]. Trois ans plus tard, le nombre de fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères était de 101, dont 41 dans l'administration centrale[7]. Le nombre de fonctionnaires monte à 167 en 1904[8], tandis que pendant les guerres balkaniques il tombe à 125 personnes, dont 70 en poste à l'étranger[9], dans les 15 Etats auprès desquels l'Etat roumain avait envoyé des représentants[10]. C'était le moment où la Roumanie considérait, « dans sa modestie de petit Etat, que les seules légations importantes étaient celles de Paris et Berlin»[11].

Les objectifs de la politique étrangère roumaine étaient donc servis par un nombre restreint de personnes. Mais on tenta de palier à cet inconvénient par le haut niveau de formation professionnelle des diplomates et par une sélection attentive du personnel. De la sorte, selon la loi d'organisation du Ministère des Affaires étrangères émise en 1894, pour entrer dans le corps diplomatique il fallait, entre autres, posséder un diplôme de doctorat ou de maîtrise en droit ou lettres, obtenues dans le pays ou à l'étranger. Un examen strict s'ensuivait, devant une commission présidée par le ministre des Affaires étrangères, sur des sujets relevant de huit disciplines, dont le droit international, l'économie politique, l'histoire de la diplomatie, la langue et littérature roumaine, la géographie et la langue française[12]. Quelles étaient les exigences d'un ministre des Affaires étrangères envers ses envoyés à l'étranger ? « Qu'ils connaissent bien leur pays, qu'ils sachent tout ce qu'il faut savoir et tout ce qui peut être utile à la patrie ». Aussi, « qu'ils sachent que ce ne sont pas les fêtes et les honneurs qu'ils doivent viser, mais les choses utiles au quotidien »[13].

Ce n'est pourtant que vers la fin du 19e siècle qu'il est possible de parler de carrières diplomatiques. Vu le nombre insuffisant de membres du personnel diplomatique, la pratique était fréquente au 19e siècle de nommer à la direction des

[5] *Organizarea...*, p. 386.

[6] *Anuar Diplomatic şi Consular al României pe 1891*, Bucarest, pp. 15–19.

[7] *Anuar Diplomatic şi Consular al României pe 1894*, Bucarest, pp. 37–65.

[8] *Anuarul Statistic al României. 1904*, Bucarest, Imprimerie de l'Etat, 1904, pp. 138–139.

[9] *Anuarul General. România. 1911*, Bucarest, pp. 38–44.

[10] Ion Bulei, *Lumea românească la 1900*, II *Oameni, obiceiuri, moravuri*, Editions des Fondations Pro, Bucarest, 2006, p. 155.

[11] Matila Ghyka, *Curcubeie. Vol. I, Popasuri ale tinereţii mele*, Trad. Georgeta Filitti, Editions Curtea Veche, Bucarest, 2003, p. 235, Version originale: Matila Ghyka, *Escales de Ma Jeunesse*, 1956, La Colombe, Editions du Vieux Colombier.

[12] *Monitorul Oficial*, no. 255, le 13 février 1894.

[13] *Organizarea....*, p. 491

https://biblioteca-digitala.ro

légations roumaines des personnalités de premier rang. Parmi ces « illustres intrus », pour reprendre une formule du diplomate Trandafir G. Djuvara, on retrouve des anciens présidents du Conseil des ministres, des personnes capables, douées d'autorité morale[14].

Sans être un métier économiquement rentable, la diplomatie conférait du prestige. Elle demandait des « noms » et des « fortunes ». Vu les contraintes budgétaires imposées au Ministère des Affaires étrangères, il est courant que certains envoyés diplomatiques supportent eux-mêmes les dépenses liées à la représentation. Ce n'est pas par hasard qu'on retrouve, dans ce corps d'élites politiques, surtout des membres de vieilles familles aristocratiques (Ghica, Cantacuzino, Manu, Catargi, Mavrocordat, Rosetti). Dans certains cas, la carrière diplomatique était d'ailleurs une tradition familiale déjà bien établie[15]. A ce moment-là, un nom « modeste » représentait souvent un inconvénient pour une carrière diplomatique. « Plus d'une fois, au début de ma carrière, je me suis heurté à l'idée que mon nom modeste, tout honnête qu'il fût, ne me permettait de prétendre au traitement réservé aux fils de la soi-disant aristocratie », se souvient le diplomate Alexandru Iacovaky[16].

Les promotions au ministère suscitent le mécontentement. Al. Iacovaky, sympathisant libéral, on conseilla d'attendre que les libéraux reviennent au pouvoir pour se faire avancer[17]. Il ne lui resta rien d'autre à faire que de constater que, pour se faire avancer comme il l'aurait mérité, il lui aurait fallu « s'humilier » auprès du ministre, « demander à tous ses proches de lui en parler ». L'orgueilleux Duiliu Zamfirescu, en poste à Rome, se plaint souvent à Titu Maiorescu : « je n'ai personne pour me protéger, ni dans un parti ni dans l'autre », ou bien il affirme qu'il était le dernier sur les listes de promotions, tandis que ses collègues avaient avancé « pour des raisons dignes de Beaumarchais : un tel pour un cancer dans sa famille, un tel autre par l'intermédiaire d'une vieille dame proche du feu Carnot, un tel autre encore pour un mot d'esprit de sa femme ». « On peut donc constater que notre carrière diplomatique est semblable au royaume des cieux : l'asile des nécessiteux de la terre »[18]. Son collègue Radu Rosetti, ancien député et préfet, qui occupait en 1901 le modeste poste d'aide-archiviste au Ministère des Affaires étrangères, est du même avis : « Pour le moins 9,5 sur 10 du personnel de ce ministère est paresseux, non assidu et, disons le mot, incapable », se plaint-il étonné de « n'être ni aussi intelligent que certains d'entre eux, ni aussi honnête que d'autres » pour pouvoir avancer[19]. Rosetti exagère, bien évidemment, si on remarque le fait que, parmi les noms qu'il évoque, on retrouve celui de George Bengescu, à qui ses

[14] T.G. Djuvara, *Souvenirs diplomatiques. Ma mission à Constantinople (1896–1900)*, in *Revue des Sciences Politiques*, Quarante-quatrième année, tome LII, Paris, 1929, p. 205.

[15] Dimitrie Ghyka, *Memorii: 1894–1940,* Trad. Vasile Savin, Institut Européen, Iaşi, 2004, p. 7.

[16] Alexandru N. Iacovaky, *Amintiri*, BAR, Section Manuscrits, A2650 a, p.24.

[17] *Idem, Amintiri despre Ionel Brătianu*, BAR, Section Manuscrits, A2650m, p. 3.

[18] Emanoil Bucuţa, *Duiliu Zamfirescu şi Titu Maiorescu în scrisori (1884–1913)*, Editions Casa Şcoalelor, Bucarest, 1944, p. 163.

[19] *Scrisori către Ion Bianu*, IV, édition et notes par Marieta Croicu et Petre Croicu, Editions Minerva, Bucarest, 1978, p. 178.

https://biblioteca-digitala.ro

mérites incontestables dans le domaine des lettres lui valent la qualité de membre de l'Académie roumaine.

Le début du XXe siècle ne verra pas disparaître les personnes incapables du corps des diplomates roumains. Parmi eux, nombreux sont ceux dont la capacité d'analyse ne dépasse pas la simple relation de conversations de salon ou bien le résumé d'articles de presse locale. Cette diplomatie de salon mise à part, le corps diplomatique roumain n'a pas non plus l'habitude de fréquenter les milieux parlementaires, financiers ou journalistiques, une société qui, selon le politicien libéral I. G. Duca est souvent basse, antipathique, mal élevée, mais qui détient le pouvoir effectif. Qui plus est, écrit le même Duca, « à de rares exceptions près, nos très spéciaux ministres à l'étranger s'identifiaient à tel point à la politique des pays auprès desquels ils avaient été accrédités, qu'ils étaient devenus davantage des représentants de ces gouvernements-là auprès de l'Etat roumain que des représentants du gouvernement roumain auprès de ces gouvernements étrangers »[20].

« Ce qui m'a surpris chez la plupart de mes collaborateurs au ministère c'était leur peur de prendre l'initiative, leur façon d'éviter les responsabilités », se souvient le diplomate N. B. Cantacuzino[21]. Il est vrai qu'on ne le leur apprenait pas non plus. Il faudrait mentionner à ce titre surtout les syncopes de la communication entre le ministère et les missions à l'étranger. Il arrive assez souvent que les agents diplomatiques roumains ne soient ni consultés ni même écoutés. La pratique existait que les chefs de gouvernement ou les ministres roumains des Affaires étrangères discutent les problèmes urgents plutôt avec les chefs des missions étrangères à Bucarest qu'avec leurs propres représentants diplomatiques. Plus, il arrivait parfois que les rapports envoyés à Bucarest ne soient même pas pris en compte ou lus. Plus d'une fois, les ministres roumains à l'étranger n'étaient pas tenus informés et ne pouvaient rien faire d'autre que d'essayer de deviner les intentions de leurs supérieurs de Bucarest[22]. Cette politique est bien visible à l'époque où D. A. Sturdza et Ion I.C. Brătianu géraient les destinées de la diplomatie roumaine. Cela fait que de nombreux diplomates tentent de ne pas s'exposer et de ne pas entrer en contradiction avec leur ministre et engendre bien des commentaires critiques quant à la capacité du corps diplomatique roumain, perçu comme « un organe atrophié »[23]. La méfiance régnant dans certains milieux est admirablement saisie par Nicolae Iorga, qui donne une brève caractérisation du ministre roumain à Londres, Nicolae Mişu : « Un homme intelligent, bien que diplomate roumain »[24].

Dans ce contexte, l'impressionnante carrière diplomatique de Nicolae Mişu, décrit par la Reine Marie de Roumanie comme « quelqu'un d'une intelligence

[20] I.G. Duca, *Memorii*, II, *Neutralitatea*. Partea a II-a (1915–1916), édition et indice annoté par Stelian Neagoe, Editions Helicon, Timişoara, 1993, p. 39.

[21] N.B. Cantacuzino, *Amintirile unui diplomat român*, Editions Cartea românească, Bucarest, 1944, p. 150.

[22] Ion Bulei, *op. cit.*, pp. 155–156.

[23] I.G. Duca, *op. cit.*, p. 42.

[24] N. Iorga, *Corespondenţă*, II, édition par Ecaterina Vaum, Editions Minerva, Bucarest, 1986, p. 351.

https://biblioteca-digitala.ro

rarissime et d'une incroyable modestie, totalement dépourvu d'orgueil », est due exclusivement à ses qualités[25]. Il est né à Bucarest le 6/18 août 1858, dans une famille à racines balkaniques : son père, Aroumain, était originaire de la zone de Zagor (nord de la Grèce actuelle[26]). Le plus probablement, les ancêtres de Mişu s'établirent en Valachie à la fin du XVIIIe siècle – début du XIXe siècle, lorsque, sur le fonds d'une détérioration de la situation de la population chrétienne des Balkans, on assista à une vague de migration des Aroumains vers les centres commerciaux du nord du Danube. Commerçant aisé, Hristodor Mişu donna à ses enfants la possibilité d'achever des études. Nicolae alla à Berlin, où il suivit les cours de la Faculté de droit, de 1879 à 1883[27]. Quelques mois plus tard, il obtint le titre de docteur à l'Université de Göttingen. Ultérieurement, il allait obtenir aussi le diplôme de la Haute Ecole d'Etudes Politiques de Paris[28].

En septembre 1886, il entra au Ministère des Affaires étrangères. Il fut soutenu dans ses démarches par le diplomate Alexandru Beldiman, qui se heurta à la méfiance de la direction du ministère. Le directeur des Affaires politiques au ministère, Alecu Balş, répondit à Beldiman : « Mişu, ce n'est pas un nom pour la carrière ». Finalement, après un rapport dressé par Mihail Pherekyde, Nicolae Mişu fut nommé, par décret du roi Charles Ier, chancelier du Consulat Général roumain à Salonique. Il franchit toutes les étapes de la carrière diplomatique : vice-consul à Sofia et Odessa (1887–1891), secrétaire de légation à Vienne (1891–1894), directeur des Affaires politiques dans la centrale du ministère (1895-1898), secrétaire général de cette même institution (1898–1899), agent diplomatique et consul général à Sofia (1899–1908), envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Vienne (1908–1911), à Constantinople (1911–1912), Londres (1912–1919), enfin, ministre des Affaires étrangères (1919)[29].

Difficile à imaginer une courtoisie plus parfaite, une expérience plus vaste, tant dans la politique internationale que dans la politique balkanique, écrit Matila Ghyka, qui a travaillé avec Mişu à Londres. « Les traits de son visage étaient fins mais énergiques, ses yeux noirs et pénétrants, brillants d'intelligence, il avait une expression de fierté ironique, plus ou moins dissimulée par une courtoisie parfaite et recherchée. Il paraissait avoir toutes les qualités de l'oriental, la ruse comprise - une ruse presque diabolique – mais aucun de ses défauts », se souvient Ghyka[30]. Un autre collaborateur de Mişu, le savant et diplomate Marcu Beza, en évoque la

[25] Marie, Reine de Roumanie, *Povestea vieţii mele*, III, IIe edition, trad. Mărgărita Miller-Verghy, Editions Moldova, Iaşi, 1991, p. 336.

[26] Anastase N. Hâciu, *Aromânii. Comerţ. Industrie. Arte. Expansiune. Civilizaţie*, Focşani, 1936, p. 595.

[27] D. C. Amzăr, *Studenţii români în străinătate. Date şi interpretări statistice*, in *Cercetări literare*, IV, 1940, p. 235.

[28] Constantin Antip, Andrei Căpuşan, *Nicolae Mişu – un emerit diplomat pe nedrept uitat*, in « Diplomat Club », no. 7, juillet 2000, p. 4.

[29] Le dossier personnel de Nicolae Mişu se trouve dans les archives diplomatiques du Ministère des Affaires étrangères, enregistré comme Dossier 77, Lettre M38, 1886, vol. I–II.

[30] Matila Ghyka, *op. cit.*, p. 300.

https://biblioteca-digitala.ro

modestie et le sens de la mesure. En toutes circonstances, il est resté « le même homme simple, équilibré et extrêmement bienveillant envers tous, sans distinction de rang, à condition qu'il s'agisse de quelqu'un d'honnête et de décent »[31]. C'est ce qu'observe aussi Alexandru Iacovaky : « quelqu'un d'instruit, de distingué, de bon et de gentil envers tous ceux qui lui montraient un tant soit peu de bienveillance »[32]. Dans ses mémoires, la Reine Marie note que le jugement de Mişu sur les autres tournait souvent au sarcasme, mais elle précise que « cela ne venait pas d'une quelconque dureté de son âme, mais plutôt de son attitude philosophique un brin sceptique envers la vie »[33]. Et Beza d'ajouter : « quant aux habiles porteurs de masques patriotiques, aux affairistes faisant vite de changer les intérêts communs contre leurs propres intérêts, aux chasseurs d'influences manoeuvrant le mot d'esprit bon marché et flatteur ou bien le venin de la calomnie, à tous ceux que le folklore assimile au charbon – qui, même s'il ne brûle pas, il noircit –, Mişu avait la forte intuition de les jauger sur le coup et de leur adresser toujours le sourire méprisant qu'il réservait aux parvenus de la diplomatie [34] ». La Reine Marie complète ce portrait : sans rien vouloir pour lui-même, il méprisait ceux qui n'avaient pas atteint le même degré de désintéressement. « Mişu avait l'air libéré de tout, il semblait regarder de loin, comme si son être intérieur n'avait été touché par aucune personne et par aucune circonstance ».

Ceux qui l'avaient rencontré ont remarqué ses connaissances linguistiques, son humour, son ironie. « Expert en littérature classique grecque, Mişu était un linguiste talentueux et parlait sans le moindre accent le grec moderne, le français, l'anglais, l'allemand et le bulgare. Il pouvait aussi se servir du hongrois et du turc, ainsi que de la plupart des langues slaves », note le politicien américain Edward House[35]. Selon la même Reine Marie, Nicolae Mişu était un homme « extrêmement intelligent et érudit, il parlait quatorze langues étrangères »[36].

Il avait une formidable capacité de travailler et il savait dissimuler un fonds très sérieux sous des apparences frivoles et des anecdotes amusantes. Il n'avait pas l'habitude de faire appel à ses secrétaires pour résoudre des problèmes importants, mais il leur donnait par contre feu vert pour des questions de leur ressort. On ne pouvait jamais savoir quelle était la dose d'ironie glissée dans la générosité que cette personne remarquable manifestait à l'égard de ses subalternes, soutient encore Matila Ghyka. « Sa conversation était à la fois diversifiée et intéressante, sa

[31] Marcu Beza, *Din alte ţări. Studii şi impresii*, Bucarest, 1933, p. 181.

[32] Al.N. Iacovaky, *Amintiri ...*, p. 43.

[33] Maria, Reine de Roumanie, *op. cit.*, p. 182.

[34] M. Beza, *op. cit.*, p. 182.

[35] Sherman David Spector, *România şi Conferinţa de pace de la Paris. Diplomaţia lui Ion. I.C. Brătianu*, Trad. Sorin Părvu, Institut Européen, Iaşi, 1995, p. 117. Version originale: Sherman David Spector, *Romania at the Paris Peace Conference. A Study of the Diplomacy of Ion. I.C. Brătianu*, Bookman Associates, Inc., New York, 1962.

[36] Diana Mandache, *Capitole târzii din viaţa mea. Memorii redescoperite. Regina Maria a României*, Trad. Valentin Mandache, Bucureşti, 2007, p. 64 (Version originale: Diana Mandache, *Later Chapters of My Life: The Lost Journal of Queen Marie of Romania*, Gloucestershire, 2004.

https://biblioteca-digitala.ro

documentation admirable. La passion n'assombrissait jamais sa pensée ; chez lui, tout était objectif ; l'ironie était sa seule arme, parfois le mépris s'y ajoutait », se souvient Alexandru Iacovaky[37].

A la différence de certains de ses collègues, qui croyaient que la diplomatie tenait à « la société qui reçoit et fait la fête », Mişu a considéré comme « un devoir de conscience de se familiariser aussi avec l'esprit spécifique, illustré surtout par la littérature, du peuple au sein duquel il était envoyé comme représentant ». Son érudition et sa soif de savoir devinrent légendaires. Ainsi, à 53 ans, il s'inscrivit aux cours de la Faculté de Philosophie de l'Université de Vienne[38]. Deux années plus tard, arrivée à la tête de la Légation roumaine à Londres, il eut comme premier souci d'apprendre l'anglais. Le patriarche de Constantinople fut flatté lorsque, devant une audience solennelle, Mişu fit un discours dans un grec ancien « à la fois beau et soigné »[39]. Sa qualité de véritable ambassadeur culturel transparaît dans la correspondance avec des gens de culture de Roumanie et d'autres pays où il avait été accrédité. Directeur de la Bibliothèque de l'Académie roumaine, Ioan Bianu fit souvent appel à l'aide de son ami Nicolae Mişu pour acheter des ouvrages parus à Sofia, Vienne et Londres[40]. « Avec une telle formation, Mişu avait atteint un niveau où la diplomatie n'était plus ni un sport, ni un jeu d'orgueil mondain, ni la ruse vaniteuse de dire autre chose que l'on ne pense pas, ni le faste des repas mêlant la crème de la société internationale à la mousse du champagne ; c'était, bien au contraire, une occupation trop sérieuse, où on était tenu à mesurer son patriotisme aux plus hauts des critères stables et, au-delà de toute transaction politique, à être l'interprète de son peuple entier ». L'auteur de ce portrait extrêmement flatteur, c'est toujours Marcu Beza, qui a tenu ainsi à exprimer sa reconnaissance envers celui qui lui avait accordé tout son soutien, « sans aucun air de condescendance, avec chaleur et amitié, et aussi avec une profonde compréhension pour la représentation de la culture roumaine en Grande Bretagne »[41]. C'est aussi par la façon dont il entendit pratiquer la diplomatie que Mişu impressionne. « Il partait de l'axiome qu'il est impossible de demander à un Etat quelconque de subordonner ses intérêts aux intérêts d'un autre Etat et il cherchait à faire aboutir la cause qu'il défendait en identifiant les intérêts de son pays aux intérêts des Etats qui étaient à même de décider », affirme son ancien subalterne, Alexandru Iacovaky. Pour cela, dans les questions mineures comme dans les majeures, sa méthode était d'intéresser son interlocuteur par la valeur des informations qu'il fournissait, par la diversité des connaissances acquises grâce à son travail et à son expérience[42].

[37] Al.N. Iacovaky, *op. cit.*, p. 53.
[38] Archives personnelles de Mme Hortensia Masichievici Mişu
[39] Al.N. Iacovaky, op. cit., p. 53.
[40] Voir la correspondance entre Ioan Bianu et Nicolae Mişu, BAR, Section correspondances, S 64/DII et S 80/CDXCII.
[41] M. Beza, *op. cit.*, pp. 183–184.
[42] Al.N. Iacovaky, *op. cit.*, p. 53.

https://biblioteca-digitala.ro

Fonctionnaire de l'Etat dans les cadres du Ministère des Affaires étrangères, Mişu est dans la politique un libéral remarquable, écrit l'ancien diplomate Constantin Argetoianu. Il eut une relation spéciale tant avec D. A. Sturdza qu'avec Ion I.C. Brătianu, ce qui engendra de nombreux commentaires dans la presse de l'époque. Le même Argetoianu n'hésite pas à affirmer que Mişu était « ouvertement soumis » aux libéraux[43]. Nous ne disposons pas d'indices qui attestent que sa remarquable carrière diplomatique fût le résultat exclusif de l'intervention du facteur politique. Bien au contraire, sa présence ultérieure dans la vie publique du Royaume de la Roumanie se justifie par les qualités mêmes dont il a fait preuve durant une prodigieuse carrière diplomatique, étendue sur plus de trois décennies. En effet, son professionnalisme était apprécié tant des ministres libéraux que des conservateurs qui se sont succédé à la direction du ministère. Ses contemporains le considéraient comme « l'individu le plus expérimenté et le plus capable du service diplomatique roumain »[44]. Ce n'est donc pas par hasard que Mişu fut le premier diplomate professionnel qui arrive à la tête du Ministère des Affaires étrangères.

Charles Ier appréciait son talent diplomatique et, dans une conversation avec le ministre bulgare de l'Instruction publique, Ivan Schichmanov, il rappelle le nom de Mişu « avec grand respect »[45]. A un moment donné, Ion I.C. Brătianu évoque la longue et intime collaboration entre Mişu et D.A. Sturdza. Il ne s'agit pas simplement d'une relation entre un agent diplomatique et son chef à Bucarest, mais aussi d'une relation spirituelle entre l'érudit Mişu et le savant Sturdza. On comprend de la correspondance avec Ioan Bianu que Mişu gardait un vif souvenir « de notre cher vieux », qu'il considérait comme « son inoubliable mentor bien aimé »[46]. Il entretenait une relation tout aussi particulière avec le successeur politique de Sturdza, Ion I.C. Brătianu. On peut même parler d'une liaison caractérisée par le respect réciproque entre celui qui avait l'habitude de diriger et un professionnel remarquable, qui allait peu à peu devenir un de ses collaborateurs les plus proches. Bien que considéré comme « un philosophe trop peu combatif et qui n'a pas assez d'initiative », Mişu allait gagner la confiance de Brătianu grâce à sa modestie, à sa discrétion, à son jugement clair[47].

Les mêmes qualités, rares, se retrouvent aussi dans sa vie privée. Le journaliste G. Costa-Foru, proche ami du diplomate, évoque le mariage modèle de Mişu, « qui irradiait une respectabilité qui s'imposait, une autorité morale ajoutée

[43] Constantin Argetoianu, *Pentru cei de mâine. Amintiri din vremea celor de ieri*, IV, V^e^ partie, 1917–1918, Edition et index annoté par Stelian Neagoe, Editions Humanitas, Bucarest, 1993, p. 31.

[44] Charles Upson Clark, *România unită*, Trad. Doina Rovenţa, Editions Malasi, Bucarest, sans année, p. 75. (Version originale: Clark Charles Upson, *United Romania*, New York, 1932)

[45] Иван Шишманов, *Дневник*, Edition par Iva Burilkova, Tzocio V. Bilyarski, ИК Синева (Editura Sineva), София, 2003 г., с. 107

[46] *Scrisori către Ioan Bianu*, II, édition et notes par Marieta Croicu et Petre Croicu, Editions Minerva, Bucarest, 1975, p. 272.

[47] Général Radu R. Rosetti, *Mărturisiri (1914–1919)*, Edition, étude introductive et note par Maria Georgescu, Editions Modelism, Bucarest, 1997, p. 379.

https://biblioteca-digitala.ro

au prestige personnel de celui qui représentait à ce moment-là notre pays, dans des circonstances et des milieux qui n'étaient ni faciles ni favorables[48]. Sa compagne est Aréti, fille du docteur Ştefan Capşa, pionnier de la médecine et de l'enseignement universitaire spécialisé en Roumanie[49]. Leur mariage eut lieu en juin 1889 et ils eurent quatre enfants : Ştefan, Nicolae, Elisabeta et Maria-Margareta. Le même Costa-Foru note aussi : « Je n'ai jamais vu nul parent et chef de famille plus préoccupé que lui par l'éducation de ses enfants. Nul n'a suivi de plus près leurs progrès dans l'éducation, le développement de leurs talents et l'évolution affective de chaque enfant ». Il transmit d'ailleurs aux enfants sa passion pour le sport : son fils Nicolae, qui allait par ailleurs se consacrer à une carrière diplomatique, apportera à la Roumanie en 1919 le premier trophée dans une compétition internationale de tennis.

Très bon connaisseur des réalités de la Péninsule balkanique, Mişu eut l'opportunité historique de montrer qu'il était « la bonne personne au bon moment ». Prises entre deux empires, obligées d'appliquer une politique des réalités données, les autorités de Bucarest étaient extrêmement intéressées par tout ce qui se passe au sud du Danube. De la sorte, au passage du XIXe au XXe siècles, les projets politiques de la Roumanie visaient directement l'espace sud-est européen. L'énergie nationale était donc canalisée vers des directions jusqu'alors considérées comme secondaires, tel que le sort de la roumanité balkanique. Pour des raisons strictement stratégiques, la Roumanie se prononça pour que le système de forces dans la région ne change pas, en guise d'unique garantie qu'elle allait maintenir son rôle dominant dans la région.

C'est dans ce contexte-là que, en novembre 1899, Nicolae Mişu fut nommé agent diplomatique et consul général à Sofia, dans un poste qui était vacant. C'était pour la première fois qu'il lui incombait une telle responsabilité. Deux décennies ininterrompues de missions diplomatiques à la tête de diverses légations roumaines s'ensuivront, ce trajet diplomatique étant directement dépendant de l'évolution de la situation politique dans l'espace sud-est européen, auquel il s'était déjà familiarisé. En septembre 1897, cette fois en tant qu secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères, Nicolae Mişu est envoyé par le premier ministre D.A. Sturdza en mission spéciale à Constantinople, pour intervenir – sans grand succès – auprès du sultan Abdul Hamid II pour la création d'une institution ecclésiastique propre, c'est-à-dire une métropolie pour la population roumaine de l'Empire ottoman[50].

En quoi l'activité d'un chef de mission diplomatique consistait-elle ? Avant tout, il s'agissait de rédiger des rapports détaillés, qui surprennent tant la nature des

[48] *Adeverul*, le 4 novembre 1924, Anul XXXVII, no. 12482.

[49] Maria Magdalena Ioniţă, *Casa şi familia Capşa în România modernă, 1852–1950*, Editions Publimpres, Bucarest, 2000, pp. 65–66.

[50] Nicolae Mişu à Dimitrie A. Surdza, 13/25 septembre 1897, Direction générale des Archives de l'Etat, Fonds Radu Djuvara, paquet 24/3424, no 99

https://biblioteca-digitala.ro

relations avec les hommes d'Etat du pays où il était accrédité, que de tout ce qui pouvait avoir un intérêt quelconque pour son gouvernement[51]. La situation politique interne, les visites au sommet, les questions d'ordre économique, financier, militaire et culturel, le suivi de la presse locale : tous ces aspects figurent sur l'agenda d'un diplomate digne de ce nom.

Au premier abord, Sofia semble un poste facile, que les jeunes diplomates pouvaient utiliser comme une rampe de lancement. La principauté autonome de Bulgarie était un Etat très jeune, en plein processus de construction du système institutionnel propre à un Etat européen moderne. D'où une certaine agressivité à satisfaire ses intérêts nationaux, à savoir obtenir l'indépendance et achever l'unité territoriale.

C'est à cette agressivité que Mişu sera confronté, dont le mandat à Sofia coïncide avec une période extrêmement tendue dans les relations bulgaro-roumaines et une forte instabilité gouvernementale (12 gouvernements se sont succédé de 1900 à 1910)[52]. Les innombrables caprices du prince bulgare Ferdinand de Saxe-Coburg-Gotha y interviennent aussi : le personnage, rare mélange de qualités et défauts, tente d'être l'égal des grands. Ses caprices font surface lors de la première audience accordée à Mişu, venu présenter ses lettres d'accréditation et accueilli avec hostilité. Son Altesse Royale tint à m'offrir un traitement spécial, écrit Mişu dans son rapport adressé à son ministre, Ion Lahovary. Quant à la raison de cette indisposition princière, il s'agissait du désir de voir ses propres représentants assimilés aux envoyés extraordinaires et aux ministres plénipotentiaires accrédités auprès de la Cour du Roi Charles Ier[53].

Et cela ne fut que le début. « La mauvaise volonté latente » à l'égard de la Roumanie, que Mişu avait observée dès son arrivée en Bulgarie, se transforma rapidement en « hostilité manifeste non seulement envers les affaires qu'on avait à traiter, mais envers moi à titre personnel »[54]. Le plus virulent était le prince Ferdinand, qui refusa de répondre au salut de celui qu'il considérait comme un « dangereux intriguant »[55]. Son antipathie allait durer. Deux années devaient s'écouler avant que Ferdinand de Saxe Coburg Gotha adresse au diplomate roumain les premières paroles aimables[56]. Pendant cet intervalle-là, les deux pays furent ouvertement en conflit et la guerre sur le point d'éclater. La raison : l'activité menée sur le territoire de la Roumanie par le Comité suprême de la

[51] Richard von Kühlmann, *Diplomaţii – aşa cum sunt,* Editions Scrisul Românesc, Craiova-Bucarest, 1943, pp. 187–188. (Version originale: Richard von Kühlmann: *Die Diplomaten*, Berlin, 1939).

[52] Ташо В. Ташев, *Министрите на България. 1879–1999,* София, 1999 г., с. 564–568

[53] Nicolae Mişu à Ion N. Lahovary, 11/23 février 1900, AMAE, Dossier 77, Lettre M38, 1886, vol. I, feuille sans numéro.

[54] Nicolae Mişu à D. A. Sturdza, le 28 février 1901, BAR, Section correspondances, Fonds D. A. Sturdza, cote S 3(15)/DCCCXCII.

[55] Al.N. Iacovaky, *op. cit.*, p. 44.

[56] Nicolae Mişu à D. A. Sturdza, le 2/15 janvier 1902, AMAE, Problème 21, Dossier 103/1902, f. 6.

https://biblioteca-digitala.ro

Macédoine (VMOK), organisation à structures paramilitaires, proche des cercles officiels de Sofia, qui militait pour l'union de la Macédoine ottomane avec la Principauté de Bulgarie. Plusieurs incidents provoqués par les militants de VMOK à Bucarest et Brăila furent enregistrés, qui engendrèrent une riche correspondance diplomatique. Qui plus est, les Macédo-Roumains de Sofia étaient terrorisés par les militants du VMOK, qui essayaient de leur extorquer de l'argent pour alimenter les fonds de cette organisation très présente sur la scène politique bulgare[57]. Tout culmina par l'assassinat, en juillet 1900 à Bucarest, du professeur Ştefan Mihăileanu, l'éditeur du journal *Peninsula Balcanică*. Roumain de Macédoine, Mihăileanu avait publié une série d'articles contre les revendications bulgares en Macédoine et contre le VMOK. Commandé à Sofia, l'assassinat provoqua un conflit sans précédent entre les deux pays[58].

Deux jours après l'assassinat, Mişu remit au gouvernement bulgare une violente note de protestation signée par son ministre des Affaires étrangères, Alexandru Marghiloman, qui prenait position contre les attentats commis sur le territoire de la Roumanie par le VMOK, accusant les autorités de Sofia d'en être les complices. Marghiloman demandait à Mişu d' « être énergique dans toutes ses démarches » et l'échange de notes entre les deux gouvernements devint de plus en plus dur : Bucarest insistait d'un ton ferme pour la mise en accusation de la direction du VMOK, tandis que Sofia sollicitait des preuves[59]. Les autorités roumaines concentrèrent leurs énergies et, au début du mois d'août, un mémoire fut adressé aux Grandes Puissances, dirigé contre ce Comité, qui menaçait la paix européenne par « ses actions sauvages », et aussi contre la Bulgarie qui le soutenait.

Une violente campagne de presse fut déclenchée des deux côtés du Danube. Les nouvelles véhiculées par les journaux firent monter l'inquiétude, tandis que dans le pays l'agitation contre les Bulgares connut son paroxysme[60]. On parlait de conflits à la frontière, de la terreur à laquelle étaient soumis les Roumains de Sofia, de menaces de mort à l'adresse de Nicolae Mişu. La simple présence de Mme Mişu et de ses enfants dans les rues de Sofia acquérait dans la presse bucarestoise les dimensions d'un baromètre des relations roumano-bulgares[61]. La tension entre Sofia et Bucarest était si grande que la guerre semblait impossible à éviter. Des troupes furent massées sur les deux rives du Danube et les deux pays déclarèrent la mobilisation partielle. Toutefois, le conflit armé fut évité de justesse, lorsque le

[57] Nicolae Mişu à Alexandru Marghiloman, 1/14 août 1900, AMAE, Fonds 71/1900–1919, Dossier 41/1900, ff. 162–168.

[58] Ion Bulei, *Lumea românească la 1900*, IIe édition, Vol. I, Editions Fundaţiei PRO, Bucureşti, 2004, p. 209.

[59] Alexandru Marghiloman à Nicolae Mişu, 1/14 août 1900, AMAE, Fonds 71/1900–1919, Dossier 41/1900, f. 147.

[60] В. Дочев (V. Docev), *Румънската преса по българо-румънския конфликт*, София, 1900, p. 1

[61] L'atmosphère de ces jours-là est admirablement reconstituée par I. L. Caragiale dans son esquisse *Cum stăm*.

https://biblioteca-digitala.ro

gouvernement de Sofia prit des mesures destinées à tempérer la situation. Au bout de longs mois de dialogue diplomatique, en été 1901, l'incident roumano-bulgare fut considéré comme clos. Mais les séquelles en demeurèrent là.

Les huit années que Mişu a passées à la tête de l'agence diplomatique de Sofia correspondent à une période mouvementée du point de vue politique. Son intense correspondance avec la direction centrale du ministère montre l'instabilité de la scène politique de Sofia, ainsi que les tensions à l'œuvre dans l'espace est-européen, région où les intérêts des grandes puissances se heurtaient aux nationalismes concurrents des petits Etats des Balkans. Sa principale réalisation est la signature de la convention concernant la délimitation de la frontière fluviale entre le Royaume de la Roumanie et la Principauté de Bulgarie. L'importance d'un accord qui clarifie le statut des îles nouvellement apparues sur le Danube devient évidente pendant l'été 1899, lorsque le litige relatif à l'île de Bujorescu pèse sur les rapports diplomatiques entre les deux Etats[62]. Les pourparlers sont difficiles et s'étendent sur presque l'ensemble du mandat de Mişu à Sofia. La convention est signée le 1/14 janvier 1908 et devient effective à la même date[63]. Mais l'énergie de Mişu ne se concentrait pas uniquement sur l'aspect politique. Bien au contraire, il s'impliqua dans le démarrage des travaux pour l'édification d'une église roumaine à Sofia, dont les fondations furent jetées le 9 mai 1905[64]. Esprit érudit, il soutint les échanges littéraires et académiques entre Bucarest et Sofia. Sa correspondance avec Ioan Bianu, futur président de l'Académie roumaine, en témoigne, ainsi que les lettres adressées au ministre bulgare de la culture, le professeur Ivan Schichmanov[65]. Son épouse y joint son énergie, en bonne pianiste qui donnait dans son salon des petits concerts hebdomadaires de musique classique, considérés à l'époque comme de véritables attractions de la ville de Sofia[66].

Les événements de l'année 1908 devait ouvrir une nouvelle étape tant pour l'épineux problème oriental, que pour la carrière diplomatique de Nicolae Mişu. L'éclatement de la révolution des Jeunes Turcs conduit à d'importantes mutations dans l'activité diplomatique dans les Balkans, mais aussi au niveau de l'attitude des grandes puissances à l'égard de l'espace sud-est européen. Dans ce contexte, la diplomatie roumaine observait attentivement toute mutation dans les rapports de forces qui, conformément à la conception des responsables politiques de Bucarest, aurait risqué de porter préjudice à la position internationale du pays, voire de menacer son intégrité territoriale. Vienne profita de la faiblesse momentanée de la Russie et décida que le moment était propice pour prendre l'initiative dans la

[62] Constantin Velichi, *Sofia*, in *Reprezentanţele diplomatice ale României*, I, Editions Politică, Bucarest, 1975, p. 278.

[63] On trouvera des détails concernant cette Convention in *Desbaterile Senatului*, Séance du 5 mars 1908, Bucarest, 1908, pp. 433–460.

[64] *История на армъните (цинцарите) в София*, Издателство Ателие, Sofia, 2002, p. 56.

[65] Voir *Scrisori către Ioan Bianu*, II, pp. 265–272.

[66] Lady Grogan, *The Life of J. D. Bourchier*, Londres, 1926, p. 119

https://biblioteca-digitala.ro

région. Par conséquent, au mois d'octobre, l'Autriche annexa la Bosnie et Herzegovine, tandis que la Bulgarie proclama son indépendance. Les décisions presque simultanées de Vienne et de Sofia trouvèrent Mişu à Bucarest, en vacances. Il y fut retenu par le premier ministre D.A. Sturdza, « dont il avait gagné l'entière confiance et il fut envoyé à la fin du mois d'octobre comme ministre à Vienne, où on avait besoin de quelqu'un dont la valeur ne puisse pas être mise en doute », écrit Alexandru Iacovaky[67]. Il était d'ailleurs familier de l'atmosphère à la Cour Impériale; plus, il avait déjà l'image d'un connaisseur attentif des réalités balkaniques, espace qui absorbait une grande partie des efforts de la diplomatie viennoise. Mişu quitta Sofia sans pouvoir présenter au roi Ferdinand les documents qui le rappelaient au pays, comme l'auraient demandé les coutumes diplomatiques. La raison : « la situation encore indéfinie du souverain bulgare à l'époque ». La mission de Mişu à Sofia n'est donc formellement achevée qu'en octobre 1909, lorsque le nouveau ministre Constantin Diamandi présente au roi Ferdinand, à part ses propres lettres de créance, les documents qui rappelaient son prédécesseur au pays[68].

Vienne est un poste important et parmi les diplomates accrédités auprès de la Cour Impériale on peut trouver « des personnalités de poids, déjà renommées ou en train de le devenir »[69]. Dans la capitale de l'empire les attractions sont nombreuses : des réceptions brillantes, des dîners et des bals, parfois accompagnés d'auditions musicales. La société viennoise est stratifiée, précisément échelonnée, ses différents niveaux sont bien étanches, se souvient le diplomate Dimitrie I. Ghika. Les diplomates sont par conséquent obligés « à éviter de mélanger les tiroirs en invitant au même diner des personnes appartenant à des niveaux différents »[70]. On peut aussi parler d'une stratification au niveau même du personnel de la Légation roumaine à Vienne. On y trouve, entre autres, certains membres de vieilles familles de boyards, tels que Dimitrie I. Ghika et N.B. Cantacuzino, dont les mémoires n'enregistrent même pas le nom de Nicolae Mişu, considéré par le prisme de son origine sociale modeste[71], ce qui est en soi un argument dans le sens de la stratification sociale.

Il est certain que pour Mişu les trois années ou presque passées à la tête de la Légation de Vienne représentent la période la plus calme de sa haute carrière diplomatique. Au niveau des relations bilatérales aucune crise majeure n'est enregistrée, dans des conditions où, sur l'initiative du nouveau premier ministre Ion I.C. Brătianu, les responsables des partis politiques roumains sont tombés d'accord pour que la situation des Roumains d'Autriche-Hongrie ne soit pas exploitée comme moyen d'agitation et prétexte d'attaques réciproques[72].

[67] Al. N. Iacovaky, *Amintiri despre Ionel Brătianu*, BAR, Section Manuscrits, A 2650 m, p. 4.

[68] A.M.A.E., Dossier 77, Lettre M38, 1886, vol. II, page sans numéro.

[69] Dimitrie Ghyka, *op. cit.*, p. 85.

[70] *Ibidem*, p. 82.

[71] Dimitrie Ghyka, *Memorii*, respectivement N.B. Cantacuzino, *Amintirile unui diplomat român*, voir supra.

[72] Alexandru Vaida-Voevod, *Memorii*, I, Editions, préface et commentaires par Alexandru Şerban, IIe édition., Editions Dacia, Cluj-Napoca, 2006, p. 48.

https://biblioteca-digitala.ro

L'attention de Mişu porta donc sur la dynamique des rapports entre les Grandes Puissances et leur projection sur la situation dans la Péninsule Balkanique. La situation dans cette région de l'Europe fit l'objet de la conversation qu'il eut avec l'empereur Franz-Joseph durant l'audience obtenue pour présenter ses lettres d'accréditation en tant qu'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire. Ce fut l'occasion pour lui de se déclarer « surpris par la vivacité spirituelle, la mémoire et le dynamisme général de l'empereur, qui avait touché avec une assurance remarquable à des questions subtiles dans des domaines très diversifiés »[73]. En pleine crise diplomatique générée par les nouvelles modifications prévues par le Traité de Berlin, Mişu dut comprendre si les craintes relatives au danger d'un conflit militaire dans les Balkans étaient réelles. La conviction règnait encore à Vienne qu'une solution paisible pouvait être trouvée pour aplanir la crise diplomatique. C'est d'ailleurs ce qui arriva en fin de compte. De la sorte, en janvier 1909, Nicolae Mişu télégraphiait à Alexandru Iacovaky, son collègue moins expérimenté de Sofia, qui devait assumer à lui tout seul l'intérim de l'agence diplomatique de la Roumanie, l'assurant que « l'instabilité qui semble gagner les Balkans sera passagère et que l'éclatement d'une guerre est hors question »[74]. Mais l'accalmie ne fut qu'éphémère et la situation se précipita dans les Balkans.

En août 1911, Nicolae Mişu se fit transférer à Constantinople, en tant qu'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire. Il arriva dans la capitale de l'Empire ottoman, où une attention spéciale lui fut réservée au moment même où le conflit italo-turc éclatait. La raison : la politique modérée menée par le Royaume roumain représentait une bonne occasion pour la diplomatie ottomane « de rappeler à ses voisins turbulents des Balkans que la Turquie pouvait compter sur ses amis », écrit Mişu à son ministre des affaires étrangères, Titu Maiorescu[75]. Les événements se précipitèrent. La Sublime Porte sortit visiblement affaiblie du conflit avec l'Italie, tandis que la possibilité d'une défaite devant une alliance militaire des Etats balkaniques devient de plus en plus envisageable. Des pourparlers furent entamés entre ces derniers, favorisés entre autres par l'appui de la diplomatie russe. En octobre 1912, le Monténégro, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce déclaraient la guerre à la Turquie. La Roumanie garda sa neutralité. A la surprise générale, les alliés balkaniques obtinrent des victoires éblouissantes sur tous les fronts. L'empire ottoman perdit par conséquent ses possessions européennes, tandis que Constantinople était directement menacée par les troupes alliées. A Bucarest le choc était total. Les succès militaires des alliés balkaniques renversaient l'équilibre des forces dans la région, ce qui concernait directement la Roumanie. Entourée par trois Etats slaves, elle devait faire de son mieux pour garder sa prééminence, en tant que territoire et

[73] Nicolae Mişu à D.A.Sturdza, 4/17 noiembrie 1908, A.M.A.E., Problème 21, vol. 118, 1908–1913, Vienne, ff. 79–81.

[74] Al.N. Iacovaky, *Amintiri*, BAR, Section Manuscrits, A 2650 a, f. 46.

[75] Nicolae Mişu à Titu Maiorescu, 3/16 octobre 1911, A. M.A.E., Dossier 77, Lettre M38, 1886, vol. II, feuille sans numéro.

https://biblioteca-digitala.ro

population, sur la Bulgarie et la Serbie ou, au pire des cas, au moins sur la première, considérée comme plus faible. La politique du Roi Charles Ier visait à rétablir cet équilibre. « La voix de la Roumanie sera écoutée, c'est ça la logique du roi Charles, basée sur la conviction qu'au moment où le problème se posera de partager le butin obtenu chez les Turcs, l'harmonie des vainqueurs sera détruite »[76].

Les Grandes Puissances décidèrent d'y intervenir et, en décembre 1912, les belligérants étaient convoqués à Londres pour une conférence de paix censée établir les conditions d'un éventuel armistice. Constantin G. Manu, le ministre roumain dans la capitale de l'empire britannique, se montra débordé, ce qui fit que le premier ministre Titu Maiorescu manda à Londres un diplomate habile, excellent connaisseur des réalités, capable de défendre les intérêts de l'Etat roumain. Le nom de Mişu l'« adroit », pour citer N. Iorga, va de soi[77]. « Mişu sentait qu'il allait être appelé à de hautes responsabilités, mais il désirait tout de même que le Gouvernement fasse formellement appel à lui ; comme il doutait de la sincérité de Maiorescu, il attendait des instructions précises », note Iacovaky, en poste à Constantinople sur la sollicitation du même Mişu[78]. A la fin du mois de novembre, Mişu est appelé par Titu Maiorescu même à Bucarest, « en intérêt professionnel », et on lui demanda d'être prêt pour une absence de « quelques semaines »[79].

Les « quelques semaines » deviendront six années passées à la tête de la Légation roumaine de Londres, où il se fait transférer en urgence au début du mois de décembre, en tant que « envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ». Vu les circonstances, sa nomination sur le poste de Londres était la preuve que ses mérites étaient reconnus, note son ancien subalterne Alexandru Iaçovaky[80]. Fraîchement arrivé sur les rives de la Tamise, Mişu reçut des dispositions de la part de Maiorescu : « Vous allez soutenir exclusivement les intérêts roumains. On ne doit pas donner l'impression à Londres que la Roumanie est à la remorque d'une autre puissance »[81]. Depuis Bucarest on lui demanda de soutenir, dans les pourparlers avec les diplomates réunis à Londres, les intérêts des Aroumains des Balkans et d'obtenir une rectification de la frontière avec la Bulgarie en échange d'une neutralité favorable à l'égard de Sofia pendant le conflit avec l'Empire ottoman[82].

[76] Al.N. Iacovaky, *op. cit.*, p. 51.

[77] Nicolae Iorga, *România contemporană de la 1904 la 1930. Supt trei regi. Istorie a unei lupte pentru un ideal moral şi naţional*, IIIe édition. Edition, notes et commentaires par Valeriu Râpeanu et Sanda Râpeanu, Editions PRO, Bucarest, 1999, p. 117.

[78] Al.N. Iacovaky, *op. cit.*, p. 52.

[79] Titu Maiorescu à Nicolae Mişu, 27 novembre/10 décembre 1912, A. M.A.E., Dossier 77, Lettre M38, 1886, vol. II, feuille sans numéro.

[80] Al.N. Iacovaky, *op. cit.*, p. 53.

[81] Ministère des Affaires Etrangères, *Documente diplomatice. Evenimentele din Peninsula Balcanică. Acţiunea României. 20 septembrie 1912 – 1 august 1913*, Bucarest, Imprimerie de l'Etat, 1913, p. 21.

[82] *Ibidem*, pp. 13–15

https://biblioteca-digitala.ro

Les premières discussions sur le thème de la rectification de la frontière roumano-bulgare eurent lieu à la fin novembre 1912. En route vers Londres, le président du parlement bulgare, Stojan Danev, s'arrêta à Bucarest pour rencontrer Titu Maiorescu. Il fut reçu avec grande pompe, geste surprenant pour ceux qui connaissaient l'arrogance des gouvernants roumains, note le diplomate bulgare Petăr Neikov. La raison : « les Roumains attendaient des cadeaux de la part du président du parlement bulgare »[83]. Danev n'était cependant pas venu à Bucarest pour négocier le problème des éventuelles compensations territoriales, mais plutôt « pour un échange ordinaire d'idées»[84]. Les pourparlers furent alors transférés à Londres. Mişu et Danev s'étaient déjà rencontrés à Sofia, et leur camaraderie « était si intime que ces messieurs se tutoyaient comme de vieux amis », affirme le baron Beyens, diplomate belge[85]. Toutefois, malgré l'amitié des deux négociateurs, les pourparlers furent « plus que lentes, car les positions des deux parties étaient visiblement divergentes »[86]. Durant les négociations, « la Roumanie devait obtenir une frontière qui, tout en partant du Danube et arrivant à la Mer Noire devait être tracée le plus possiblement au sud de la frontière actuelle ». Une variante maximale et une variante minimale furent avancées durant les négociations : la ligne Turtucaia – Balcic, ou bien la ligne Silistra-Cavarna. Contre ces compensations territoriales, la Roumanie offrait à la Bulgarie « un pont sur le Danube et du soutien diplomatique »[87].

Take Ionescu, qui avait des contacts dans les capitales occidentales, arriva à Londres avec son autorité de ministre dans le cabinet dirigé par Maiorescu, afin de donner du poids aux démarches de Mişu. Mais sa présence gênait plus qu'elle n'aidait. « Si dans les instructions données par Mişu plusieurs variantes de frontière étaient proposées, parmi lesquelles Turtucaia-Balcic ou Silistra-Balcic (si je ne m'abuse) étaient le minimum, Take Ionescu commit l'erreur, dans ses négociations avec Danev – durant lesquelles Mişu attendait derrière la porte – de proposer une variante très peu différente de la minimale. Jamais lorsqu'on négocie on ne procède de la sorte », note le diplomate I. C. Filitti[88]. Danev saisit et profita des différences d'opinion entre Take Ionescu et son gouvernement, dont la position était exprimée par Mişu, réalisant que « la Roumanie ne mettait pas grand prix sur ses revendications territoriales ». Maiorescu intervint auprès du roi et Ionescu fut rappelé à Bucarest, où sa présence était « très utile »[89]. La responsabilité de continuer les pourparlers revint donc à Mişu, pressé par Maiorescu qui lui demandait de « faire vite et d'en

[83] Petăr Neikov, *Завчера и вчера. Скици от миналото*, Български Писател, Sofia, 1959, p. 142.

[84] Stojan Danev, *Мемоари*, Université « St. Climent Ochridski », Sofia, 1992, p. 197.

[85] Andrei Pippidi, *La guerre balkanique de 1913, d'après des lettres inedités de Charles Ier, Roi de Roumanie, et deux journaux de diplomates*, in RESEE, XLIII, 1–4, 2005, p. 383.

[86] S. Danev, *op. cit.*, p. 201.

[87] Ministère des Affaires Etrangères, *Documente* ..., p. 16.

[88] I.C. Filitti, *Jurnal* (I), in Revista istorică, I, 6, 1990, p. 663.

[89] Titu Maiorescu, *România, războaiele balcanice şi Cadrilaterul*, édition par Stelian Neagoe, Editions Machiavelli, Bucarest, 1995, p. 64.

https://biblioteca-digitala.ro

finir », l'avertissant que « la Roumanie ne pouvait pas admettre des tergiversations et des subterfuges »[90]. La conférence de Londres ne donna que des paroles sans fond, écrit D. I. Ghika et « ne fit rien d'autre à part de confirmer le désaccord formel entre Bucarest et Sofia »[91]. Finalement, Mişu et Danev conclurent, le 16/19 janvier 1913, un simple protocole enregistrant les positions divergentes des deux pays. Ce document était censé « servir comme base pour des pourparlers que les deux gouvernements devaient engager par la suite »[92]. Les pourparlers furent transférés à Sofia, toujours sans résultat. La question de la rectification de la frontière bulgaro-roumaine allait être tranchée à l'occasion de la conférence des ambassadeurs des Grandes Puissances à Saint-Pétersbourg, en mai 1913. C'était pourtant trop tard ; la deuxième guerre balkanique éclata et la Roumanie s'y engagea militairement au sud du Danube, obtenant la rectification autant convoitée de sa frontière avec la Bulgarie.

L'éclatement de la première guerre mondiale amène de nouvelles provocations pour N. Mişu. La neutralité que la Roumanie avait déclarée n'était qu'un délai nécessaire pour se préparer à entrer en guerre. La Roumanie devient ainsi l'objet des pressions exercées par les deux camps belligérants : l'Entente et les Puissances centrales. Ion I.C. Brătianu, au pouvoir en janvier 1914, se montre « prudent » et « réservé » quant au moment pour le faire. Ce fut à Brătianu que revint la tâche « rentable », mais aussi l'honneur historique, de diriger le gouvernement pendant la difficile période de préparation de l'armée ainsi que de la diplomatie roumaines durant les deux années de notre énigmatique neutralité, écrivait Constantin Xeni. « Calculé et maître de soi, il a su habilement employer cette neutralité. Il avait une telle habileté à cacher ses intentions que même ses collaborateurs les plus intimes dans le gouvernement ne pouvaient savoir si Brătianu allait jamais se décider à « entrer », ni quand »[93]. Et Iorga d'expliquer ce comportement : « Dans un pays où les dirigeants font montre d'un fabuleux manque de discrétion, tout secret étant discuté au café politique avant la tombée du soir, les négociations devaient rester inconnues »[94].

Durant cette neutralité, les vrais pourparlers diplomatiques avaient lieu à Bucarest, entre le premier ministre, d'un côté, et les ministres de l'Entente y accrédités, de l'autre. Il aimait participer à tout et ne faisait confiance qu'à lui-même. La Roumanie ne pouvait pas facilement entrer, sans les garanties nécessaires, dans une guerre où son existence même se jouait. Dans un Bucarest rempli d'espions, une ville à l'opinion publique exaltée, Brătianu sut très bien comment gagner du temps afin d'obtenir les garanties nécessaires. Durant les

[90] Ministère des Affaires Etrangères, *Documente* ..., pp. 39–40.
[91] Dimitrie Ghyka, *op. cit.*, p. 155.
[92] Ministère des Affaires Etrangères, *Documente* ..., p. 43.
[93] Constantin Xeni, *Porfirogenetul...Ion I.C. Brătianu*, in Magazin Istoric, XXXIV, 8 (413), 2001, p. 12.
[94] Nicolae Iorga, *op. cit.*, p. 167.

https://biblioteca-digitala.ro

pourparlers, les représentants de la Roumanie à l'étranger, exception faite de Constantin Diamandi et Nicolae Mişu ne furent que rarement sollicités. Qui plus est, lorsqu'un représentant roumain était chargé d'une démarche à Petrograd, Londres ou Paris, la respective démarche était toujours doublée d'autres démarches engagées par Brătianu même à Bucarest, avec les ministres de l'Entente[95]. Dans un pays peuplé de personnes indiscrètes, Brătianu préférait ne rien communiquer à ses représentants diplomatiques, qui ignoraient donc ses projets. Selon les dires du ministre libéral I. G. Duca, il est vrai par ailleurs que le corps diplomatique même était plutôt faible et non pas à la hauteur de sa mission. « Seulement Mişu, à Londres, avait une très bonne situation et se montrait, grâce à son tact, à son jugement clair et serein, à la hauteur de la tâche »[96].

C'est d'ailleurs à lui que fut confiée la mission d'intervenir afin d'accélérer les préparatifs de guerre pour la Grande Roumanie. Plus précisément, il devait chercher du soutien pour les démarches du gouvernement afin d'obtenir de la part des Alliés la reconnaissance des revendications nationales et son droit d'entrer en guerre au moment jugé opportun[97]. Pour cela une atmosphère favorable à la cause roumaine était nécessaire, non seulement dans les cercles officiels mais aussi auprès de l'opinion publique britannique. Une telle propagande ne pouvait pas s'organiser et s'entretenir uniquement sur la base de la parole et des amitiés personnelles, mais, bien au contraire, elle demandait des ressources humaines, de l'argent, du matériel, des directives, précise I.G. Duca. Autant de choses dont Mişu ne disposait pas, dans des conditions où « le mépris de la propagande et l'ignorance de la presse étaient depuis toujours les principaux défauts de Brătianu »[98]. Malgré tous ces inconvenants, il allait y arriver admirablement. En Grande Bretagne, l'image de la Roumanie et de la cause roumaine fut excellente, autant dans les cercles officiels que dans l'opinion publique. Il est impossible d'être suffisamment reconnaissants à l'égard de Mişu pour la façon dont il a travaillé, écrit le colonel Radu R. Rosetti à son beau-frère Ion I.C. Brătianu[99]. A Nicolae Mişu il demande d'obtenir de l'argent et des munitions, si nécessaires pour doter l'armée. Il fallait aussi beaucoup de persévérance, dans des conditions où, pratiquement parlant, les alliés voulaient livrer des armes uniquement après l'entrée de la Roumanie ne guerre, tout en l'accusant de ne pas s'engager dans l'action[100].

Au bout de deux années où le sujet de la cessation de la neutralité fut à l'ordre du jour, les pourparlers aboutissent. Le 4/17 août 1916 une convention politique fut

[95] Ion Bulei, *Arcul aşteptării. 1914.1915.1916,* Editions Eminescu, Bucarest, 1981, p. 179.

[96] I.G. Duca, *op. cit.*, II, pp. 39–42.

[97] On trouve un résumé de la correspondance diplomatique entre Ionel Brătianu et Nicolae Mişu in Archives de la Bibliothèque Nationale de la Roumanie, fonds Saint-Georges, Archives N. Filodor, CCCXVI, Dossier 8.

[98] I.G.Duca, *op. cit.*, II, p. 36.

[99] Général Radu R. Rosetti, *Mărturisiri* ..., p. 268.

[100] Eliza Campus, *Din politica externă a României. 1913–1947*, Ed. Politică, Bucarest, 1980, pp. 112–113.

https://biblioteca-digitala.ro

signée à Bucarest, qui garantissait le statu quo territorial et la reconnaissance par les alliés des droits de la Roumanie sur tous les territoires habités par des Roumains en Autriche-Hongrie, d'après une carte acceptée à l'unanimité. Une convention militaire fut aussi signée, qui garantissait l'entrée en guerre. A Bucarest, l'enthousiasme fut général et personne ne pouvait soupçonner les difficiles épreuves qui allaient s'ensuivre. Selon l'impression générale, l'intervention de la Roumanie était plus une manifestation de force qu'une véritable guerre. Insuffisamment dotée, mal dirigée et sans l'expérience de la guerre, l'armée roumaine ne pouvait pas combattre sur deux fronts. Prises entre les force austro-hongroises et allemandes au nord et celles bulgaro-allemandes-turques au sud, les troupes roumaines tentèrent de se replier. La Valachie et la Dobroudja furent occupées, tandis que la Cour, le gouvernement, le Parlement, les institutions de l'Etat et des centaines de milliers de réfugiés se rassemblèrent en Moldavie. Dans cette Moldavie surpeuplée, sous-alimentée et dévastée, la famine, le froid et le typhus firent plus de victime que le tir ennemi.

Nicolae Mişu était resté à Londres durant la guerre et son nom retint régulièrement l'attention des gouvernants dans le pays. D'abord en 1917, lorsque la Roumanie connut une situation dramatique. Deux tiers de son territoire étaient occupés, la présence des alliés russes devenait de plus en plus embarrassante, tandis que les pourparlers de paix avec les Puissances Centrales se montraient inévitables. Brătianu savait qu'il n'aboutira pas à négocier une paix honorable et qu'il lui fallait trouver un successeur à la fois capable de maîtriser la situation et suffisamment autoritaire pour se présenter devant l'opinion publique comme un sauveur. Il fallait un homme nouveau, note I. G. Duca. Mais qui ? La clé de l'énigme : Nicolae Mişu. « C'était quelqu'un de capable, d'énergique, extérieur à tous les partis, bien vu par les cercles dirigeants britanniques, donc en mesure de gagner autant l'aide que la bienveillance du plus fort des alliés : l'Empire britannique. Il était merveilleux », écrit le même Duca[101]. En fait, les rumeurs concernant un possible gouvernement dirigé par Mişu ont circulé pendant toute l'année 1917[102]. Mais les calculs politiques de Brătianu étaient différents. D'ailleurs, le même Brătianu déclarait que « même si de nombreux le considéraient comme la personne la plus douée pour devenir chef de gouvernement », Mişu aurait été bien plus utile si on lui confiait un autre rôle[103]. Il y a encore un détail saisi par la Reine Marie: «En tant que philosophe il était au-dessus des tourments du parti, il se souciait peu des honneurs personnels ou des recompenses, il acceptait difficillement même la reconnaissance de sa propre valeur»[104].

Devant un pays dévasté par les occupants, dépourvu de ressources et sans aucun appui matériel et logistique de la part des alliés, le gouvernement roumain

[101] I.G. Duca, *Memorii, III, Războiul. Partea I (1916–1917)*, Edition et index par Stelian Neagoe, Editions Machiavelli, Bucarest, 1994, pp. 107–108.

[102] N. Iorga, *Memorii*, II, Editions Naţionala S. Ciornei, Bucarest, s.a., p. 66.

[103] *Adeverul*, An XXXVII, no. 12463, du 5 septembre 1924.

[104] Diana Mandache, *op. cit.*, p. 64

https://biblioteca-digitala.ro

n'avait pas beaucoup de solutions. Qui plus est, après l'installation du gouvernement bolchevique, les armées russes cantonnées en Moldavie commencèrent à perdre leur cohésion. En décembre 1917, un armistice provisoire avec les Puissances centrales fut obtenu, qui mettait fin aux hostilités sur le front roumain. Le désarmement des troupes russes s'ensuivit, qui, durant leur retraite, pillèrent et détruisirent tout sur le chemin. L'armistice conclu avec les Puissances centrales entraîna aussi des pourparlers de paix. Les Allemands menaçaient de lever l'armistice au cas où la Roumanie n'envoie immédiatement ses délégués à Bucarest pour négocier la paix. Brătianu présenta sa démission et c'est ainsi qu'on arrive, en février 1918, à l'éphémère cabinet Averescu. Celui-ci fit appel au patriotisme de Nicolae Mişu pour qu'il acceptât le portefeuille des Affaires étrangères et la direction de l'équipe de négociateurs. En choisissant Mişu, Averescu voulait porter un double coup, écrit l'expérimenté Constantin Argetoianu, à savoir avoir à la tête de la délégation pour la paix non seulement un diplomate expérimenté, mais aussi gagner du temps pour démarrer les pourparlers, car « il trouvait que les Allemands ne pourraient pas refuser d'attendre l'arrivée de notre premier délégué »[105]. Mişu télégraphia sa réponse positive, mais il allait être nommé uniquement après son arrivée à Iaşi. En attendant, Averescu allait le remplacer en tant qu'intérimaire, tandis qu'Argetoianu, ministre de la Justice, devait porter les pourparlers de paix. En réalité, il se montra indigné pour avoir été nommé aux Affaires étrangères dans une telle conjoncture et il considérait qu'on ne « pouvait pas l'accréditer auprès des Allemands, pour conclure une paix contraire à la volonté des Alliés »[106]. Pour se rendre à Iaşi, Mişu dut parcourir un long chemin, y compris en territoire ennemi, accompagnant les 55 caisses de la Banque nationale et du Ministère des Affaires étrangères. En effet, il y arriva après la chute du gouvernement Averescu. Tant Averescu qu'Argetoianu ont considéré le retard de Mişu comme étant l'œuvre d'arrangements libéraux. Au lieu de se présenter tout de suite au poste, Mişu prit l'initiative de rester à l'étranger, affirme Averescu, qui voit dans le comportement de celui-ci l'habilité de ceux qui pouvaient se permettre à imposer leur propre volonté auprès de la direction suprême du pays »[107]. Sabina Cantacuzino, la sœur de I.C. Brătianu, nous donne une explication tout à fait différente. « Le général Averescu, craignant d'avoir en la personne de Mişu un remplaçant, lui télégraphie à Londres, par initiative personnelle, en lui demandant d'ajourner de dix jours son arrivée »[108]. Intervalle dans lequel le cabinet Averescu tomba.

Homme politique conservateur, Alexandru Marghiloman est appelé au pouvoir pour signer la paix. Il lui revenait la tâche, selon le roi Ferdinand et aussi selon Brătianu, de maintenir, avant l'obtention de la paix générale, un modus

[105] Constantin Argetoianu, *op. cit.*, pp. 130–131.

[106] George Cipăianu, *La răscruce. (Toamna anului 1917 – primăvara lui 1918). Marea Britanie şi încheierea de către România a unei păci separate,* Editions Cogito, Oradea, 1993, p. 250.

[107] Maréchal Alexandru Averescu, *Notiţe zilnice din războiu (1916–1918),* Bucarest, s.a., p. 287.

[108] Sabina Cantacuzino, *Din viaţa familiei Ion C. Brătianu*, vol. II, Edition et index par Elisabeta Simion, Bucarest, 1996, p. 157.

https://biblioteca-digitala.ro

vivendi acceptable avec l'ancien ennemi, à la discrétion duquel la Roumanie se trouvait passagèrement depuis que la Russie était sortie du combat[109]. Par le Traité de paix signé à Bucarest le 24 avril/7mai 1918, la Roumanie fut amenée à un état de complète soumission à l'égard des Puissances Centrales. Pratiquement, l'état de guerre fut remplacé par un état d'occupation. Obligé d'accepter la paix, le roi Ferdinand refusa, malgré toutes les pressions, de ratifier le traité, de sorte que, selon la Constitution alors en vigueur, ses prévisions ne pouvaient pas être appliquées.

Tel fut le contexte où, au début du mois de mars, Nicolae Mişu arrivait à Iaşi. « Ce fut un véritable soulagement de l'avoir parmi nous et d'apprendre des nouvelles du pays des vivants. Depuis lors, Mişu fut lié à nos vies et il nous fut extrêmement utile », relate la Reine Marie. Jusqu'à la fin de l'année 1918, on le trouve dans la proximité de la famille royale, à des moments extrêmement difficiles. Son nom est véhiculé, à côté de celui de Take Ionescu, en tant que potentiel ministre à Washington. Cela dans les conditions où, comme Radu R. Rosetti l'avait écrit à Ion I.C. Brătianu, « le roi d'Angleterre, les ministres anglais, nos amis français m'ont dit que c'est l'Amérique qui va décider la paix et qu'il faut avoir quelqu'un qui pourra parler anglais aux Etats-Unis et qui arrive à convaincre le président Wilson »[110]. La fin de la guerre semblait de plus en plus proche, après que, pendant l'été 1918, l'Entente ait obtenu une série de victoires décisives sur le front occidental contre les Puissances Centrales. En automne, celles-ci commencèrent à capituler l'une après l'autre, tandis que l'Autriche-Hongrie et les empires allemand et ottoman s'écroulaient. Un jour avant la capitulation de l'Allemagne, la Roumanie rentra en guerre : il ne restait qu'un seul pas à franchir vers la Grande Roumanie. Les troupes roumaines retraversèrent les Carpates, tandis que la Cour et le gouvernement retournaient à Bucarest au bout de deux années d'exil. Une nouvelle épreuve difficile devait être affrontée : faire reconnaître les nouvelles frontières du Royaume. L'Union, achevée sur les champs de combat de la Première guerre mondiale, au prix d'énormes souffrances à l'arrière front, sanctionnée par les grandes assemblées populaires d'Alba Iulia et Cernăuţi et par la volonté des élus de Chişinău devait être reconnue à la Conférence de paix. « A peine libérée des souffrances de la guerre, la Roumanie devait affronter le nouveau calvaire de la paix », notait Constantin Kiriţescu[111].

Paris, le 12 janvier 1919. Les travaux de la Conférence ont été déclarés ouverts. Plus de 10000 délégués s'étaient rendus dans la capitale française pour confirmer les nouveaux rapports de forces en Europe et pour dessiner une nouvelle carte du continent. Dans une atmosphère marquée par la gloire et la fierté

[109] I.G. Duca, *Memorii, IV, Războiul. Partea a II-a (1917–1919)*, Edition et index par Stelian Neagoe, Editions Machiavelli, Bucarest, 1994, p. 94.

[110] Radu R. Rosetti, *op. cit.*, p. 268.

[111] Constantin Kiriţescu, *Istoria războiului pentru întregirea României. 1916–1919*, vol. II, IIIe edition, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, Bucarest, 1989, p. 474.

https://biblioteca-digitala.ro

nationale, Paris était devenu « le lieu de rencontre de sommités de par le monde, de dirigeants d'armées et d'Etats, rassemblés pour accomplir la lourde tâche d'établir la paix », se souvient Dimitrie I. Ghika[112].

La Roumanie ne fut pourtant pas traitée à égalité lors de la conclusion des accords de paix, car son statut de cobelligérante prêtait à discussions. L'Entente soutenait que le traité signé par Brătianu en 1916 aurait perdu sa validité après la conclusion de la Paix de Bucarest, tandis que les Etats-Unis refusaient de reconnaître tout accord secret conclu avant leur entrée en guerre, y compris donc celui conclu entre l'Entente et le Royaume roumain. C'était une réalité que les membres de la délégation roumaine étaient obligés de prendre en compte. Il fallait donc avoir des diplomates qui soient reconnus dans les capitales des principaux membres de l'Entente. Les noms les plus véhiculés furent alors ceux de Nicolae Mişu et Take Ionescu, dans les conditions où, selon des sources diplomatiques, tant à Paris qu'à Londres on les considérait comme des personnes dignes de confiance[113]. La délégation dirigée par Brătianu (de retour au pouvoir) allait comprendre exclusivement des personnes fidèles à sa politique à lui. Tel n'était pas le cas de Take Ionescu, dont la place allait être occupée par Mişu, nommé par Brătianu premier adjoint. Habitué à être chef, Brătianu n'entendait pas tenir les membres de sa délégation au courant de l'avancement des pourparlers et il manifesta sa réserve, voire sa réticence même envers ses plus anciens collaborateurs[114].

A Paris, le chef du gouvernement roumain insista pour que les droits reconnus à son pays par le traité de 1916 soient confirmés. Il ne se montra pas du tous conciliant, loin de là. Pour lui, c'était d'ailleurs un moment d'humiliation extrême. « Quelqu'un d'habitué à commander et à se faire obéir dès le premier geste se vit pour la première fois perdu dans la foule ; et il souffrait autant pour son pays, dont il avait une vision si noble », écrit N. Iorga[115]. Son intransigeance provoqua donc des mécontentements. « Avec ses pleurnicheries, Brătianu a assommé tout le monde et pour la Conférence, Brătianu c'est la Roumanie », notait l'ambassadeur français à Londres, Paul Cambon[116]. Les Américains et les Britanniques étaient tout aussi irrités par lui, « une bonne femme barbue, un imposteur de taille, un intellectuel de Bucarest, un homme on ne peut pas plus antipathique »[117]. Pour ces raisons, Mişu, « plus modéré et plus occidental », fut préféré comme interlocuteur pour adoucir le ton de son chef[118]. L'attitude ferme de Brătianu est considérée à Partis «audacieuse», écrit le diplomate roumain V.V. Tilea, et elle à

[112] Dimitrie Ghyka, *op. cit.*, p. 215.

[113] V.Fl. Dobrinescu, *România şi sistemul tratatelor de pace de la Paris (1919–1923)*, Institut Européen, Iaşi, 1993, p. 42.

[114] Alexandru Vaida Voevod, *op. cit.*, II, p. 210.

[115] Nicolae Iorga, *Supt trei regi...*, pp. 268-269.

[116] Paul Cambon, *Correspondance (1912–1924)*, III *(1912–1924). Les guerres balkaniques. La Grande Guerre. L'organisation de la paix*, Paris, 1946, p. 351.

[117] Harold Nicolson, *Peacemaking. 1919*, Londres, 1933, p. 248.

[118] *Ibidem*, p. 243.

https://biblioteca-digitala.ro

pour résultat l'insuccès de la délégation roumaine dans son effort d'attirer, en faveur de sa thèse, la sympathie des puissants du jour, tellement nécessaire afin d'assurer la réussite ». C'est ainsi qu'on a abouti à la politique « rancuneuse » des délégués des grandes puissances envers la Roumanie, de même qu'à une ignorance et un boycottage « évidents » de la personne du premier ministre « roumain »[119].

La délégation roumaine à la Conférence de Paix a déployé des efforts constants pour faire connaître ses revendications. Des mémoires détaillés concernant les visées roumaines en Transylvanie et Banat, les sacrifices de la Roumanie pendant la guerre y sont présentés. On organise une campagne de presse favorable dans la presse internationale et on cherche l'appui des milieux influents. « Hormis ces faits – écrit Mişu en mars 1919 –, nous remettons sans cesse des petits mémoires et des notes portant sur différentes questions qui nous intéressent »[120].

Le traité avec l'Autriche, dont le texte contenait l'idée de protection des minorités, provoqua de vifs débats. Brătianu annonça que la Roumanie n'allait pas admettre l'intervention des gouvernements étrangers sur l'application de ses lois internes, ce qui, d'après lui, représentait une limitation des droits d'un Etat souverain. Sa résistance y fut totale, et au début du mois de juillet il quitta les travaux de la Conférence, confiant à Mişu, dont il appréciait la discrétion et l'efficacité, la direction de la délégation roumaine. Les seules instructions qu'il lui laisse sont sans équivoque : nous ne négocions pas, nous résistons. Pratiquement, le geste de Brătianu n'améliore ni la situation de la Roumanie, ni ne laisse à Nicolae Mişu la moindre possibilité d'agir en ce sens[121]. Avant de partir, il adressa pourtant aux autres participants un mémoire motivant son geste. Brătianu préféra donc abandonner le pouvoir et s'exposer ainsi à la critique de l'opinion publique que de céder. A Bucarest, personne ne l'attend, il est accueilli comme « le dernier des anonymes ». « Lui, le vainqueur, revenait en vaincu », note I.G. Duca[122].

Resté à Paris, Mişu continue la direction de Brătianu, avec qui il était en correspondance permanente. Il était persuadé qu'il fallait gagner du temps, car « on ne sait jamais quelle sera l'évolution des événements »[123]. La tension entre les Puissances victorieuses et le gouvernement roumain s'accrut après l'offensive déclenchée par le gouvernement du révolutionnaire hongrois Bela Kuhn, à la mi-juillet, contre les troupes roumaines cantonnées sur la Tisa. L'armée roumaine fut engagée dans une vraie guerre : l'ennemi fut repoussé jusqu'à Budapest, ce qui épargna à l'Europe du sud-est le communisme et l'anarchie, contribuant de manière décisive au rétablissement de la paix[124]. L'institution d'une administration roumaine à

[119] V.V. Tilea, *Acţiunea diplomatică a României. Nov. 1919 – Mart. 1920*, Sibiu, 1925, p. 16

[120] Nicolae Mişu către Nicolae Docan, 6 martie 1919, BAR, Section correspondance, Fonds Docan, quota S 35(3)/CDXXXVII

[121] V.V. Tilea, *op. cit.*, p. 18.

[122] *Universul*, An XLIX, no. 6, le 9 janvier 1931.

[123] Radu R. Rosetti, *op. cit.*, p. 363.

[124] Frederic C. Nanu, *Politica externă a României. 1919–1933*, Institut Européen, Iaşi, 1993, p. 73.

https://biblioteca-digitala.ro

Budapest, doublée de la confiscation sur une large échelle des biens en provenance des territoires occupés provoqua la réaction dure des Alliés. A plusieurs reprises, Mişu dut fournir des explications concernant la politique du gouvernement roumain en Hongrie. Plusieurs notes ultimatives furent alors expédiées à l'adresse de Brătianu, à qui on sollicite de ne pas se rendre justice par lui-même et de renoncer à la politique de réquisitions en Hongrie. La Roumanie était donc menacée de se faire chasser du camp des Alliés et une rupture diplomatique s'annonçait au cas où elle ne se conformerait pas aux instructions émises lors de la Conférence. De sérieuses pressions diplomatiques se firent sentir sur cet allié récalcitrant qui mettait en question l'autorité de la Conférence de paix[125].

A la fin du mois d'août, le nouveau texte élaboré à Paris au sujet des minorités, traité que Brătianu avait refusé de signer au début juillet, était rendu public. A la Conférence – écrivait N. Mişu à son collègue de Londres, Mihai Boerescu – j'ai protesté contre cet article, oralement et par écrit. C'est une grande difficulté et une chose inadmissible pour nous, car cela signifierait l'intervention des quatre puissances à leur gré et l'atteinte de notre souveraineté »[126]. De nouvelles pressions se firent sentir au niveau du gouvernement roumain, tandis que Brătianu s'est montré toujours inflexible, en déclarant qu'il est impossible d'accepter des conditions qu'il considère comme étant « incompatibles avec la dignité, l'indépendance et les intérêts économiques et politiques de la Roumanie »[127]. Mişu s'empressa donc d'écrire au chef du gouvernement de Bucarest pour lui demander « une solution rapide et satisfaisante », l'essentiel pour la Roumanie à ce moment-là étant, selon lui, « de ne pas se séparer de ses alliés »[128]. Deux jours après la conclusion du traité avec l'Autriche (le 10 septembre 1919), que la Roumanie refusait de signer, Brătianu se retire du gouvernement. Un nouveau cabinet est constitué, composé de techniciens et dirigé par le général Arthur Văitoianu (proche de Brătianu), qui propose à Mişu le portefeuille des Affaires étrangères. Il s'agissait d'un cabinet « de sacrifice », dont l'unique mission était d'organiser les premières élections générales dans la Roumanie unifiée. En octobre, Mişu quitta Paris pour prendre son poste éphémère, convaincu que « l'œuvre de la Conférence de Paris était un château de cartes qui ne pouvait pas tenir debout et devait tôt ou tard être révisé »[129]. Plusieurs notes ultimatives des Alliés furent envoyées en Roumanie depuis Paris, qui la sommaient de signer le Traité avec l'Autriche et de se conformer aux ordres antérieurs « sans discussions,

[125] Sherman David Spector, *op. cit.*, p. 210.

[126] *Nicolae Mişu à Mihai Boerescu*, le 3 juin 1919, Biblioteca Naţională a României, Colecţii Speciale, Fonds St. Georges, Arh. M. Boerescu, PXLVII /1, f. 238.

[127] Frederic C. Nanu, *op. cit.*, p. 73.

[128] Gheorghe I. Brătianu, *Acţiunea politică şi militară a României în 1919 în lumina corespondenţei diplomatice a lui Ion I.C. Brătianu*, IIe édition, Edition et préface par Şerban Papacostea, Editions Corint, Bucarest, 2001, p. 129. (La première édition a paru en 1939, aux Editions Cartea Românească, Bucarest).

[129] *Ibidem*, p. 129.

https://biblioteca-digitala.ro

réserves ou conditions »[130], sous peine de rupture totale des relations avec les Alliés. Le cabinet Văitoianu fut forcé de présenter sa démission, pour céder la place à une équipe qui représentait la nouvelle majorité parlementaire.

Arrivé au pouvoir en décembre 1919, le nouveau premier ministre, le transylvain Alexandru Vaida-Voievod, se montra plus flexible et plus pragmatique que Brătianu. Il arriva par conséquent à désamorcer la crise entre Bucarest et Paris, apposant la signature de la Roumanie sur les traités de paix avec les pays vaincus. Dans moins d'une année, l'ensemble de ses problèmes territoriaux était réglé.

Tout de suite après l'effondrement du cabinet Văitoianu, Nicolae Mişu était nommé administrateur du domaine de la Couronne, sur les insistances de son précurseur, Barbu Ştirbey[131]. « Cette nomination est une grande satisfaction pour ceux qui sont réellement intéressés à nos intérêts, mais il y en a qui seront mécontents, car il est notre homme à nous », notait la Reine Marie dans son *Journal*[132]. Même s'il a moins de personnalité que Ştirbey, Mişu « donne le sentiment d'une totale sécurité, ce dont nous avons tant besoin (...) au milieu de tous ces événements qui se succèdent devant nous »[133]. Par un décret-loi du 12 mai 1920, l'ensemble du personnel civil et militaire de la Maison Royale était placé sous l'autorité immédiate du chef supérieur de la Maison Royale, devenu, à partir du le 22 octobre 1920, ministre. Il était nommé par le Roi et, dans toutes les circonstances officielles, il occupait sa place parmi les membres du gouvernement[134]. Il s'agissait donc d'un poste spécialement créé pour Mişu, comme le reconnaît Ion I.C. Brătianu[135].

Cette nouvelle qualité devait lui valoir d'innombrables antipathies politiques. Certains l'appellent l'« homme du Palais », d'autres l'« homme des libéraux ». Il était perçu comme un instrument à travers lequel Brătianu imposait ses projets politiques à la Cour[136]. « Quelqu'un comme lui ne pouvait qu'être un bon conseiller pour le Roi et un collaborateur loyal de tous les patriotes, car lui-même il n'était pas aveuglé par la passion politique ; toutefois, devant ces soupçons, il faisait montre d'une philosophique résignation et assumait discrètement le côté ingrat de sa haute dignité », écrit le journaliste G. Costa-Foru[137]. Victime d'un cancer galopant, il s'éteint l'après midi du 31 août 1924, dans sa résidence située

[130] Sherman David Spector, *op. cit.*, p. 260.

[131] G.T. Kirileanu, *Însemnări zilnice. 1906–1960*, Edition, étude introductive, notes, bibliographie et index par Constantin Pangrati, Editions Albatros, Bucarest, 2004, p. 110.

[132] Maria, Regina României, *Însemnări zilnice (decembrie 1918 – decembrie 1919)*, Vol. I, Trad. Valentina Costache et Sanda Racoviceanu, Edition et notes par Vasile Arimia, Editions Albatros, Bucarest, 2005, p. 383.

[133] *Ibidem*, p. 399.

[134] Ion Mamina, *Regalitatea în România. 1866–1947*, Editions Compania, Bucarest, 2004, p. 47.

[135] *Adeverul*, An XXXVII, no. 12463, le 5 septembre 1924.

[136] Eugeniu Arthur Buhman, *Patru decenii în serviciul Casei Regale a României. Memorii 1898–1940*, Edition par Cristian Scarlat, Editions Sigma, Bucarest, 2006, p. 268.

[137] *Adeverul*, An XXXVII, no. 12482, le 4 novembre 1924.

https://biblioteca-digitala.ro

dans la cour du Palais Royal. Tout un chacun le regretta. L'ensemble de la Maison Royale l'a estimé et l'a sympathisé pour ses manières exquises et pour son dévouement à l'égard des souverains, note Eugeniu Buhman. « Moi je l'ai sincèrement regretté et je n'ai plus vu depuis sa disparition au Palais un autre ministre de la Cour qui ait ses qualités », affirme le même Buhman, lui-même fonctionnaire au service de la Cour royale de Roumanie pendant plus de quatre décennies[138]. À propos de la nouvelle de sa mort, la presse titrait : « Un homme est mort. Plus que sur tout autre on peut dire sur lui : Il fut parmi nous et on ne l'a pas reconnu ! »[139] Des funérailles nationales furent organisées. Après quoi il tomba dans un injuste oubli.

Derrière un nom banal on découvre une carrière diplomatique impressionnante. On rencontre Nicoale Mişu représentant l'Etat roumain dans les moments les plus difficiles de l'histoire de la Roumaine du début du XXe siècle, comme négociateur dans la question des frontières du royaume pendant les guerres balkaniques, ou préparant l'entrée de la Roumanie dans la première guerre mondiale ou encore, en tant que chef de la délégation de la Grande Roumaine à la Conférence de Paix de Paris. Son activité, tout comme celle des autres diplomates qui furent ses collègues, témoigne que l'activité de Nicolae Titulescu a été préparée par de remarquables précurseurs.

[138] Eugeniu Arthur Buhman, *op. cit.*, p. 270.
[139] „Aurora", An IV, no 8604, septembre 1924.

https://biblioteca-digitala.ro